



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET

Culture - Adhésion à la Fondation du patrimoine - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

La Fondation du patrimoine, créée par la loi du 2 juillet 1996, est un organisme privé indépendant à but non lucratif dont la mission est la sauvegarde et la valorisation du patrimoine français de proximité. Organisée en délégations régionales essentiellement composées de bénévoles, elle accompagne les projets de restauration du patrimoine en favorisant leur financement.

Pour cela, elle a reçu délégation de l'État pour accorder un label qui permet au propriétaire réalisant des travaux de bénéficier de déductions fiscales. Au travers de la souscription publique et du mécénat d'entreprise, elle accompagne également les particuliers, les collectivités et les associations dans leurs projets de restauration.

Présente sur l'ensemble du territoire national, les missions de la fondation sont les suivantes :

- Promouvoir la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine bâti et paysager,
- Contribuer à l'identification des édifices et des sites menacés de dégradation et de disparition,
- Susciter et organiser les partenariats publics/privés entre les associations de protection du patrimoine, les pouvoirs publics nationaux et locaux, et les entreprises désireuses d'engager des actions de mécénat culturel,
- Participer aux actions de restauration des propriétaires privés ou publics,
- Favoriser la création d'emplois et la transmission des savoir-faire.

La sauvegarde et la valorisation du patrimoine ont des implications culturelles, économiques et sociales fortes. L'action de la fondation du patrimoine répond à trois enjeux fondateurs :

- Faciliter la transmission culturelle. En préservant notre patrimoine, nous transmettons aux générations futures ce que nous avons reçu en héritage,
- Favoriser l'attractivité des territoires. Chaque chantier de restauration crée des emplois directs et indirects. Valoriser le patrimoine, c'est aussi revitaliser les territoires et renforcer leur attractivité via les impacts touristiques et culturels,
- Préserver les savoir-faire et favoriser l'insertion sociale. La sauvegarde du patrimoine assure la transmission des savoir-faire et des techniques traditionnelles du bâti ancien. Par ce biais, la fondation du patrimoine soutient également de nombreux projets qui donnent lieu à des chantiers d'insertion, le patrimoine étant un excellent support de réinsertion sociale et professionnelle.

L'action de préservation de la fondation s'appuie sur trois leviers principaux : le label, la souscription publique et le mécénat d'entreprise.

- Le label : Seul organisme privé habilité par le ministère de l'Économie et des Finances à octroyer un label à une opération de restauration d'un immeuble non protégé au titre des monuments historiques, la fondation du patrimoine permet aux propriétaires privés de bénéficier de déductions fiscales,
- La souscription publique ou collecte de financement participatif : La fondation engage des campagnes de souscriptions publiques et d'appel aux dons pour financer des projets de sauvegarde du patrimoine public et associatif,
- La mobilisation du mécénat d'entreprise : La fondation sollicite le mécénat culturel en faveur de projets de sauvegarde et de valorisation du patrimoine de proximité. Des accords de partenariat nationaux ou locaux sont conclus avec des entreprises.

Afin de participer à la préservation et à la valorisation du patrimoine métropolitain, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole adhère à la Fondation du patrimoine.

Le montant annuel de cette adhésion s'élève à la somme de 1 100 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à la Fondation du patrimoine ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108108-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bulletin d'adhésion des communes et des EPCI 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.